



## Extraits du procès-verbal de la séance plénière du 21 octobre 2016

---

### DISCUSSION GENERALE

**M. COUNIL.** Je regrette le caractère polémique et politicien que revêtent nos échanges. Je pense que nous devrions être en mesure de dépasser ces polémiques, ne serait-ce parce que, bien souvent, une coresponsabilité aux difficultés – je serais même tenté de dire une co-impuissance à les régler, quelles que soient nos sensibilités politiques.

J'émettrai quatre remarques en réaction à ce que j'ai entendu.

S'agissant du congrès de l'APF, une motion a été votée à l'unanimité concernant les finances des Départements. J'ai entendu le reproche adressé à M. Chaudun de défendre le Gouvernement. Heureusement qu'il le fait. N'est-ce pas le rôle de nos formations de défendre les politiques que nous conduisons ? Je me souviens que la majorité départementale a défendu fortement par le passé les choix qui, aujourd'hui, nous conduisent dans l'impasse budgétaire que nous connaissons. Nous n'allons pas reprendre l'ensemble du dossier, les échanges sur la décentralisation, sur la réforme fiscale durant le dernier quinquennat de Jacques Chirac ou celui de Nicolas Sarkozy, mais nous payons aujourd'hui les décisions prises à l'époque relatives au transfert de compétences.

Membre de l'opposition, j'avais alerté à l'époque sur cet état de fait. Tel était mon rôle. Vous étiez dans la majorité, vous défendiez les mesures prises. Aujourd'hui, vous êtes dans la situation inverse. Il y a une certaine irresponsabilité à ne pas reconnaître que la situation s'est dégradée et que, d'une certaine façon, nous en sommes tous responsables.

Sur les dotations de l'Etat, on peut dire ce que l'on veut. Quel que soit le Gouvernement, la baisse aurait eu lieu. Elle avait d'ailleurs été annoncée par Nicolas Sarkozy, alors candidat à l'élection présidentielle. M. Lorne me rétorquera que François Hollande avait pris un engagement comme quoi les dotations ne seraient pas abaissées.

Prenez garde aux propos que vous tenez aujourd'hui, car peut-être dans quelques mois aurez-vous à justifier et à défendre des baisses qui seront encore plus importantes. Si, par malheur, les élections présidentielles devaient être gagnées par un représentant des Républicains, vous devriez défendre des baisses.

J'ai fait un petit tour sur le site des candidats aux primaires des Républicains. Les discours sont intéressants. S'agissant des dotations de l'Etat, Nicolas Sarkozy ne dit rien, mais de toute façon il ne dit globalement rien sur la façon dont il compte financer son programme, ce qui n'est pas étonnant, nous l'avons vu par le passé.

D'autres candidats, en revanche, sont très clairs. Bruno Lemaire, dans les 1 042 pages que compte son ouvrage, annonce très clairement, sans toutefois le chiffrer, que l'effort devra porter aussi sur les collectivités locales. François Fillon qui, je crois, reçoit de la part de cette assemblée un soutien

très fort, en tout cas sur les bancs de la majorité, annonce 100 milliards d'euros d'économie sur les dépenses publiques, dont 20 % pour les collectivités locales, la part que représentent les collectivités locales dans les dépenses publiques. Cela figure sur son site internet. Méfiez-vous donc des retours de bâton. Sur cette question, personne n'a de leçons à donner à personne. Lorsque l'on est en responsabilité gouvernementale ou locale, des décisions doivent être prises qui sont contradictoires avec les discours tenus lorsque l'on est dans l'opposition.

Sur la question des territoires, de la ruralité notamment, bien que je serai en mesure d'évoquer des territoires urbains qui connaissent également des difficultés, examinons ce que nous faisons collectivement. Nous assistons à un mouvement de société qui conduit globalement à une transformation sociale sans précédent depuis la première révolution industrielle qui avait conduit à l'urbanisation du pays. Aujourd'hui, la révolution numérique est en train de transformer nos modes de vie. Sur mon territoire, je me bats contre la fermeture de la poste à la Cité des Pins. Je reconnais que cela fait quinze ans que je n'ai pas mis les pieds à la poste. C'est un service que l'on utilise différemment d'autrefois. Il en va de même des agences bancaires, voire d'un certain nombre de commerces dont les achats se réalisent différemment.

Pour rejoindre ce qui a été dit sur la trésorerie de Loué, je dirai que nous-mêmes, au plan de la gestion, nous dématérialisons nos actes et nos procédures. Comment voulez-vous que cela n'ait pas un impact sur les territoires que nous gérons ? Nous nous retrouvons dans une démarche contradictoire où nous mettons en place un certain nombre de mesures qui ont des conséquences directes sur les territoires que nous administrons. Ayons au moins le courage de regarder la réalité en face.

J'en viens au débat sur les migrants. Je souscris entièrement à l'intervention de M. Calippe qui est très engagé sur cette question. Je me placerai du point de vue de l'adjoint à la tranquillité publique de la ville du Mans. Nous avons accueilli entre 150 et 200 migrants. Nous n'en avons jamais entendu parler dans la ville. Nous savons où ils sont accueillis. Parmi les plaintes et les doléances que nous recevons, nous n'en avons jamais reçu une seule sur ce sujet. Là aussi, soyons prudents dans les discours. Vouloir utiliser cette question à des fins bassement électorales pour faire les grands titres du journal est une erreur profonde. Ce n'est pas vous qui en récolterez les fruits. Nous devinons parfaitement quelle formation extrémiste est à la manœuvre et récoltera les fruits de ces débats.

Nous avons une vocation d'accueil, il nous revient de l'organiser. Qu'on le veuille ou non, l'Europe est un pôle de richesses et de stabilité, entourée de deux territoires qui sont confrontés à des difficultés immenses de guerre, de crise, en Afrique et au Proche-Orient. Comment voulez-vous que cela ne puisse pas avoir de répercussions sur nos territoires ? C'est impossible dans le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Les responsabilités peuvent être partagées. Je suis assez d'accord avec Xavier Bertrand, le Président de la Région des Hauts de France lorsqu'il dénonce les Accords du Touquet. Nous devons gérer cette question, parce que, par le passé, nous avons accepté que la Grande-Bretagne ne gère pas sa frontière et que nous la gérons pour elle. C'est là un problème majeur. Qui était alors en responsabilité ? Il est toujours facile de dire une chose quand on est dans la majorité, une autre quand on est dans l'opposition. Encore une fois, il faut se méfier de ces discours.

Enfin, s'agissant de l'échangeur, il est culotté de reprocher à Christophe Chaudun d'avoir défendu le territoire sur lequel il est élu, car telle est précisément la mission qui lui a été confiée par les électeurs de son canton, à une très large majorité d'ailleurs. Isabelle Lemeunier et Christophe Chaudun défendent ce territoire. Vous agiriez de la même façon pour le vôtre. D'ailleurs, ils ont été suivis dans leur initiative par une trentaine de maires, toutes obédiences politiques confondues. A cette occasion, une prise de conscience s'est faite sur l'importance de cet enjeu pour le territoire. Ensuite, M. Le Mèner a joué son rôle de Président de Conseil départemental. C'est normal, telle est sa fonction, de la même façon que Mme Karamanli, députée de la circonscription, est intervenue à plusieurs reprises auprès du ministre pour faire avancer le dossier. Sur cet échangeur, essentiel pour cette partie du Département, la victoire est collective. Chacun a tenu son rôle et il convient de se féliciter collectivement du travail réalisé.

**Commission Solidarité, Autonomie, Démographie médicale**  
**RENFORCER LA SOLIDARITE "USAGERS – TERRITOIRES"**

**M. COUNIL.** Pour la première fois cet été, le Foyer de l'enfance a fait l'objet de doléances auprès de la ville du Mans pour atteintes à la tranquillité publique. En ma qualité d'adjoint concerné, je tire la sonnette d'alarme. Jusqu'à présent, le Foyer n'avait pas fait parler de lui. Or, il a été pointé du doigt par plusieurs riverains. Je crois d'ailleurs que le Président du Conseil de quartier vous a saisis. J'ignore ce qu'il en est réellement, mais en tout cas une inquiétude se fait sentir, à laquelle il faut répondre collectivement. Aussi, je suis favorable pour travailler avec vous sur cette question et envisager la façon dont le Département pourrait s'investir aux côtés de la ville pour abaisser la tension dans le quartier, car je n'aimerais pas que le Foyer de l'enfance devienne la cible des habitants du secteur en raison d'atteintes à la tranquillité publique.

**Commission Réussite Éducative, Enseignement supérieur**  
**ADAPTER ET DEVELOPPER NOTRE SYSTEME D'INFORMATION**

**Mme COZIC-GUILLAUME.** Il a été demandé en commission s'il était possible d'avoir une information sur le volet numérique dans les collèges. Dans la mesure où ce sujet concerne les collèges et notamment l'Inspection d'académie qui donne son avis sur les collèges retenus dans Collèges numériques, pouvons-nous obtenir un compte rendu des actions réalisées et décider conjointement entre les deux commissions sur ce volet ?